

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE

T/COM.8/L.4
21 mars 1969

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE Mlle KOHEDA KARI ET D'AUTRES ELEVES DU CENTRE DE
FORMATION D'AHIOMA, A MILNE BAY (PAPUA), CONCERNANT LE TERRITOIRE
SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de
tutelle)

Centre de formation d'Ahioma,
Alotau,
Milne Bay (Papua)

Le 29 juillet 1968

Madame la Présidente du Conseil
de tutelle de l'ONU
New York (Etats-Unis)

Madame la Présidente,

Nous vous écrivons de notre Centre, qui est un centre de formation pour les assistantes sociales de l'ensemble du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Au début de l'année certains membres de la Mission de visite de l'ONU nous ont fait une visite amicale, et c'est pourquoi nous étions très désireuses de connaître les impressions et le rapport de la mission.

Nous croyons comprendre que la mission a été déçue que les femmes néo-guinéennes ne se soient pas fait entendre davantage pendant son séjour dans le Territoire sous tutelle; nous avons examiné les raisons de cette situation pendant les cours d'instruction civique qui sont donnés au Centre. Nous nous réjouissons que les Nations Unies souhaitent connaître l'opinion des femmes néo-guinéennes, et nous estimons que si ses réunions avaient été organisées d'une manière plus conforme aux coutumes locales, les femmes se seraient exprimées plus ouvertement devant elle.

Dans la plupart des communautés papuanes et néo-guinéennes les femmes ne sont pas habituées à prendre la parole en public en présence des hommes. Les hommes jugeraient cela déplacé, et les autres femmes réagiraient de la même manière; agir ainsi susciterait des critiques et des querelles, causerait de la jalousie et détruirait des amitiés.

Par ailleurs, aussi bien au Papua qu'en Nouvelle-Guinée, les activités des hommes sont toujours distinctes de celles des femmes. Les hommes ont été les premiers à s'occuper de la politique et des affaires communautaires, et ils ont traditionnellement joué le principal rôle dans ce domaine. Il en résulte que la politique, les questions d'intérêt public et le développement de notre pays sont considérés comme étant leur affaire plutôt que celle des femmes. La plupart de ces dernières ne comprennent pas qu'elles peuvent et doivent jouer un rôle dans ce domaine et elles ne sauraient pas comment jouer un tel rôle.

Un autre facteur tient à ce que les femmes du Territoire sont généralement très occupées. Il en a toujours été ainsi, et les femmes qui vivent actuellement dans les villes doivent fournir un gros travail pour s'occuper de nombreux enfants, s'acquitter des travaux domestiques et veiller à l'hygiène dans leur foyer sans pouvoir pour cela recourir à un matériel moderne coûteux. En revanche, l'introduction de la hache et la disparition des luttes tribales ont permis aux hommes de consacrer beaucoup de temps à la politique.

Nous aimerions formuler la suggestion suivante au sujet de la Mission de visite de l'ONU : nous pensons que les femmes seraient disposées à se faire entendre si elles pouvaient se réunir séparément et s'adresser à un représentant de l'ONU qui soit une femme. Peut-être jugerez-vous ceci démodé, mais telle est notre coutume. Nous espérons également que d'ici la venue de la prochaine Mission de visite de l'ONU, les femmes auront mieux compris le rôle qu'elles peuvent jouer dans les affaires communautaires, et que pendant le séjour de la mission elles seront disposées à faire connaître leurs vues qui, croyons-nous, peuvent différer de celles des hommes à maints égards.

Veillez agréer, etc.

(Signé) KONEKA KARI et treize autres élèves
